

25 janvier 2011 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdudault@fpdudault@ledroit.ledroit.com com

Davantage d'argent dans les poches des étudiants, dit le ministre

Le ministre John Milloy dit que les étudiants postsecondaires de l'Ontario ont « plus d'argent dans leurs poches » maintenant que le gouvernement provincial a revu en profondeur son régime d'aide financière aux études.



Regardez jusqu'où votre amour des sports pourrait vous mener

Graphiste
Spécialiste en radioprotection
Patronnier de produits textiles
Outilleur-ajusteur
Annonceur
Mixeur de son
Nutritionniste
Dessinateur de vêtements
Dessinateur publicitaire
Statisticien
Concepteur d'enseignes
Directeur de centre d'athlétisme
Chiropraticien

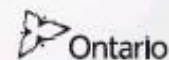
Éducateur en matière de santé
Instructeur de culture physique
Ergothérapeute
Conseiller en réhabilitation
Kinésologue
Agent en sports
Marchandiseur
Physiothérapeute
Médecin
Scénariste
Podiatre
Chroniqueur sportif
Rédacteur en chef de revue
Réviseur de nouvelles sportives
Photographe

Faites de votre passion votre carrière.

Avec l'éventail de subventions,
de bourses et de prêts d'études,
votre premier pas au collège ou
à l'université pourrait être plus
facile que vous le pensez.

ontario.ca/monavenir

Payé par le gouvernement de l'Ontario



2430002

De passage dans les différentes institutions postsecondaires de la région d'Ottawa, hier et aujourd'hui, le titulaire du portefeuille de la Formation, des Collèges et des Universités affirme que sa réforme du Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFÉO) commence à porter ses fruits.

« Nous avons écouté ce que les étudiants avaient à nous dire et nous avons effectué les changements qui s'imposaient pour rendre l'éducation postsecondaire plus accessible en Ontario », a déclaré M. Milloy, hier, au collège Algonquin.

Les étudiants qui souhaitent passer du collège à l'université peuvent désormais reporter la dette de leurs études collégiales à la fin de leurs études universitaires. Avant, ils étaient tenus de commencer à rembourser un prêt contracté au niveau collégial six mois après avoir obtenu leur diplôme, qu'ils eurent l'intention de poursuivre leurs études ou non. Ils devaient contracter un nouveau prêt pour financer

leurs études universitaires.

Équivalences plus faciles

Les nouveaux diplômés bénéficient également d'un répit de six mois avant de commencer à payer l'intérêt sur leur prêt. Avant, cette période de grâce ne s'appliquait qu'au capital.

M. Milloy dit qu'il est aujourd'hui plus simple d'obtenir une reconnaissance des équivalences en passant du collège à l'université. « Les étudiants demeurent moins longtemps sur les bancs d'école à suivre des cours qu'ils ont déjà suivis », de noter le député de KitchenerCentre.

Le ministre libéral souligne que depuis 2003, son gouvernement a plus que triplé l'aide financière qu'il accorde aux étudiants postsecondaires. Par exemple, un étudiant dont les parents gagnent 70000 \$ par année et qui travaille 10 heures par semaine au salaire minimum peut obtenir jusqu'à 9100 \$ en aide financière. Il y a une dizaine d'années, le même étudiant aurait obtenu un peu moins de 2500\$.

Davantage d'étudiants

Tout dépendant des établissements d'enseignement et des programmes de formation, les droits de scolarité n'ont pas augmenté de plus de 5 % par année depuis 2004.

Le ministre Milloy dit que sa réforme de 81 millions \$ permet à plus d'Ontariens d'entreprendre des études postsecondaires. Depuis 2003, l'Université d'Ottawa a vu son nombre d'inscriptions bondir de 30 %. À La Cité collégiale, on parle d'une hausse de 16 %.

Le RAFÉO s'est finalement mis à l'heure du Web 2.0, avec un nouveau site Internet « plus convivial » et une application pour téléphone intelligent, comme le Blackberry ou l'iPhone, qui permet de suivre le traitement d'une demande d'aide financière.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER ldebacher@ledroit.com

« Plus j'y pense, plus je les admire » – Diane Robillard

La grand-mère de Sarah revient sur le site de l'incident avec LeDroit

« C'est à ce moment où, moi, j'ai eu besoin des policiers. Les parents étaient à l'extérieur du pays, mon mari, hors de la ville. Les policiers sont restés là, avec moi... Plus j'y pense, plus je les admire. »

Diane Robillard a impressionné les policiers en gardant son sang-froid, même si sa petite-fille venait tout juste de recevoir une poutre de métal sur la tête dans l'effondrement d'une balançoire, derrière l'école Massé, à Gatineau. « En temps normal, je suis une personne anxieuse, confie Mme Robillard. Mais cette fois-là, je me suis surprise moi-même. »



ETIENNE RANGER, LeDroit

Diane Robillard, grand-mère de Sarah (en mortaise), avait la garde de la jeune fille de 11 ans lors de l'incident. Les policiers ont été impressionnés par son calme.

À son tour, Mme Robillard lance des fleurs aux policiers et aux paramédics qui ont secouru la petite Sarah. Elle accompagne LeDroit sur le site du drame, un peu plus d'un mois après les événements. « Je les entends encore : 'Ouvre tes yeux, ma belle...' ».

« Au Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario, on me disait que j' étais pas mal forte. Même les infirmières pleuraient de voir la petite comme ça... Mais, moi aussi, lorsque j'ai vu Sarah avec tous les tubes... Les fils... J'ai commencé à trembler. »

C'est à cet instant précis, dit-elle, que son sang-froid s'est glacé. « C'est à ce moment où, moi, j'ai

eu besoin des policiers. Les parents étaient à l'extérieur du pays, mon mari, hors de la ville. Les policiers sont restés là, avec moi... Plus j'y pense, plus je les admire ».

Pendant que les parents, Marc Robillard et Judith Maisonneuve, tentaient l'impossible pour trouver des billets d'avion de dernière minute et revenir au pays, la grand-mère tenait le fort avec Olivier, son petit-fils et frère de la victime. Les trois policiers qui ont secouru Sarah ont eu un bon mot pour l'adolescent. « Il a fait l'homme fort... L'homme de la famille, raconte l'agent Migaël Beaupré. Tu voyais qu'il voulait rester solide pour sa soeur. » Le grand-père, René Robillard garde la même impression. « Olivier ne pensait pas aimer sa soeur comme ça. »

Tristes souvenirs

La femme et son mari observent le lieu de l'incident. Il n'y a plus de balançoire. Ne reste que le mauvais souvenir de la petite Sarah, étendue au sol, luttant pour sa vie, et l'image des secouristes qui accomplissent leur miracle quotidien. « On nous a dit que la balançoire a été inspectée en août, affirme le grand-père. J'ai de la misère à concevoir qu'un tuyau de métal puisse 'pourrir' en trois mois... La Ville est chargée de l'entretien et de l'inspection des structures de ce parc. »

Pour l'instant, mentionne le couple, la famille n'a pas la tête à un quelconque recours aux tribunaux. « On s'occupe de la petite. Je remercie le Bon Dieu qu'elle soit encore là », rappelle Mme Robillard.

Les grands-parents parlent au nom de la famille. « Sarah n'est pas prête et les parents sont trop occupés ».

Une chose, semble-t-il, doit s'améliorer chez le grand frère. « Une des premières choses dont Sarah s'est souvenue à son réveil, ce sont les crêpes qu'Olivier lui avait faites ce matin-là... Paraît qu'elles n'étaient pas très bonnes ! » lance la grand-mère.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | *Le Droit* | À VOUS LA PAROLE editorial@ledroit.com

Intolérants, ces Canadiens ? « Pity...

»

Il y a une belle contradiction dans la réaction du Canada anglais au refus du Québec d'autoriser le port du kirpan à l'intérieur de l'enceinte de l'Assemblée nationale. Les médias anglophones ont dénoncé cette décision et ont fait valoir que le kirpan est accepté au Parlement canadien ainsi qu'à l'assemblée législative à Toronto. Intolérant, ces Québécois ?



ARCHIVES, La Presse

On aurait pu rétorquer que British Airways tolère les kirpans à bord de ses avions au départ de la Grande-Bretagne, alors que c'est interdit à bord d'Air Canada et des transporteurs canadiens. Intolérants, ces Canadiens ? « Pity ! », pourraient dire les Britanniques...

En fait, c'est son droit à la différence qu'a exercé l'Assemblée nationale la semaine dernière, tout comme Air Canada par rapport à British Airways. Ce n'est pas parce que le Parlement canadien en a décidé autrement, que l'Assemblée nationale doit modifier ses pratiques.

Le chef de la sécurité à l'Assemblée nationale, Pierre Duchaine, ne cherchait pas la publicité lorsqu'il a refusé le port du kirpan à un groupe de sikhs. C'est vrai, a-t-il expliqué hier, qu'on a permis l'an dernier au leader d'un groupe de sikhs La décision d'interdire le kirpan dans l'Assemblée nationale, la semaine dernière, a provoqué bien des réactions dans les médias anglophones. de conserver son petit kirpan pour la tenue d'une cérémonie religieuse. Mais l'événement a été organisé à l'invitation

d'un député et dans un salon privé où le groupe a été conduit sous escorte. C'était un accommodement « raisonnable ».

Faire de ce cas un précédent ou un droit acquis pose problème, explique M. Duchaine. « À partir du moment où tu laisses entrer des sikhs avec des kirpans, n'importe qui peut se déguiser en sikh et entrer avec un couteau. La position que j'ai prise, c'est que tout citoyen du Québec qui arrive ici avec une arme blanche doit la mettre en consigne. Il est fréquent que des jeunes viennent ici avec un petit couteau suisse à la ceinture, des petits couteaux suisses avec un cure-dent... on les enlève pareil. On les met en consigne ».

Les visiteurs qui vont prendre un repas au restaurant parlementaire ont accès à des couteaux une fois à l'intérieur du périmètre sécurisé. Mais s'ils veulent ensuite assister à la période de questions, ils doivent se soumettre une deuxième fois au détecteur de métal.

M. Duchaine dit avoir reçu plusieurs messages d'appui à cette politique au cours des derniers jours. Mais il a été rassuré de voir que les réactions à un article défavorable à sa décision dans le Globe and Mail étaient favorables à cette même décision.

Et la Cour suprême ?

Ils ont été nombreux, la semaine dernière, à rappeler que la Cour suprême avait autorisé un jeune sikh à porter un kirpan à l'école, à la condition que soit dans un étui en bois enveloppé et cousu dans une bandoulière portée sous les vêtements. Mais cette décision ne permettait pas le port du kirpan dans certains contextes comme les avions ou les palais de justice, pouvant justifier un niveau de sécurité plus élevé.

N'en déplaise au reste du Canada, on peut certainement plaider que l'Assemblée nationale justifie un niveau de sécurité plus élevé, surtout quand on y discute de souveraineté...

Qui plus est : la Cour suprême suggérerait que l'on s'assure de la croyance religieuse de l'individu, par opposition à un caprice ou une préférence personnelle. Est-ce à dire qu'il faudrait vérifier la ferveur religieuse des gens avant de se prononcer sur les accommodements demandés ?

Et finalement... Si les sikhs sont disposés à faire une petite prière pour se séparer de leur kirpan afin de prendre l'avion pour faire du tourisme ou visiter la famille, ils pourraient faire de même pour venir témoigner devant une commission parlementaire. Est-ce déraisonnable de penser ainsi ?

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

Sans nouvelles de Québec, les parents s'impatientent

Les citoyens de Cantley qui réclament une nouvelle école primaire sur leur territoire, s'impatientent devant les retards du gouvernement du Québec à accéder à leur demande.

Selon le président du Comité de mobilisation de Cantley, François Blain, les citoyens sont impatients d'obtenir une réponse qu'ils espéraient avoir en décembre ou janvier. « Le mois de janvier tire à sa fin et nous n'avons pas eu de nouvelles du gouvernement du Québec. On sait déjà que plus d'une centaine d'élèves de Cantley devront être transportés dans les écoles de Gatineau à cause du manque de place dans les deux écoles de Cantley. D'ici quelques années, il y aura 500 enfants de trop pour la capacité des écoles de Cantley et nous attendons toujours une réponse du gouvernement. Notre municipalité est en pleine expansion et nous avons besoin de cette nouvelle école. Nous espérons avoir une réponse bientôt afin que l'école soit construite pour septembre 2012 », a déclaré M. Blain.

Le président de la Commission scolaire des Draveurs (CSD), Julien Croteau, a indiqué que la CSD a déjà présenté une demande en 2009 et renouvelé cette demande en 2010 mais n'a toujours pas obtenu la confirmation du financement de la construction de l'école. « Présentement, une centaine d'élèves de Cantley sont transportés ailleurs et ce nombre va augmenter à 200 dès l'an prochain. La population augmente à Cantley et dans le secteur Limbour alors il nous faut une nouvelle école dans le secteur ouest du territoire de la CSD. Si nous recevons une réponse positive bientôt, il sera possible de la construire pour septembre 2012 », a indiqué M. Croteau.

La députée de Gatineau, Stéphanie Vallée, s'est dite surprise de la sortie de M. Blain puisque le dossier de l'école de Cantley chemine bien. « Le ministère de l'Éducation n'a pas encore adopté son plan quinquennal d'immobilisations alors je ne peux pas dire à quel moment la décision sera annoncée, mais ça va bien et la direction régionale du ministère en a fait la recommandation. Ceci dit, la réponse va dépendre des priorités du ministère mais le gouvernement est conscient de la croissance de la population dans ce secteur », a commenté Mme Vallée, en ajoutant que le montage financier du projet est prêt, notamment parce que la municipalité est prête à fournir un terrain pour la future école.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com Avec La Presse

L'Ud'O testera bientôt des isotopes médicaux

La crise occasionnée par la fermeture du réacteur nucléaire de Chalk River pourrait être de l'histoire ancienne d'ici 2015, un groupe d'universités canadiennes planchant actuellement sur un projet de production d'isotopes médicaux sans recours à un réacteur nucléaire.

L'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa (ICUO) figure parmi les établissements de recherche sélectionnés par le gouvernement fédéral pour la réalisation de ce projet majeur.

Ce programme explorera la faisabilité technique de la production d'isotopes au moyen de rayons X à haute énergie, une technologie qui pourrait s'avérer beaucoup plus sûre, fiable et économique que celle nécessitant des réacteurs nucléaires.

Dirigé par le Centre canadien de rayonnement synchrotron, le projet bénéficiera d'un budget de 12 millions de dollars.

Les isotopes médicaux sont utilisés en imagerie médicale et servent dans le diagnostic de maladies cardiaques et de cancers. Selon Santé Canada, le technétium-99 est l'isotope médical utilisé dans plus de 80 % des tests diagnostiques en médecine nucléaire au pays.

Les tests menés à Ottawa

« Cette nouvelle technique de production de technétium est très efficace car les déchets nucléaires sont bien moins nombreux », note le chef de la division de cardiologie à l'ICUO et expert en cardiologie nucléaire, le Dr Terrence Ruddy.

Le rôle de son équipe sera de valider les résultats des recherches, en effectuant divers tests de composition chimique des isotopes, puis en testant ceux-ci sur de petits animaux.

Remplacer Chalk River

Le tout pourrait entrer en phase clinique et être testé sur des humains d'ici deux ans, si tout se passe comme prévu.

« On s'attend à ce que Chalk River puisse continuer à produire des isotopes pendant cinq ans encore. Et dans cinq ans, notre production devrait être prête », dit-il.

Bien que le technétium soit testé à Ottawa, la production s'effectuera à Saskatoon dans un premier temps. Un deuxième lieu de production pourrait éventuellement voir le jour dans l'est du pays, selon M. Ruddy, ce qui permettrait de répondre entièrement aux besoins canadiens en isotopes, voir ouvrir la porte à une exportation d'isotopes à des fins médicales. Cette annonce du f édéral survient quelques jours après qu'Énergie atomique Canada eut présenté son bilan devant la Commission de sécurité nucléaire au sujet de l'exploitation du réacteur nucléaire de Chalk River. L'Agence a assuré avoir renforcé ses normes d'exploitation afin d'éviter une autre panne comme celle de 2009.

Depuis, le réacteur nucléaire de Chalk River est hors service cinq jours par mois afin de permettre son inspection et son entretien. De plus, on prévoit à la mi-mai un arrêt d'un mois afin de procéder à des travaux d'entretien plus poussés.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement



SAVOIR



L'UQO VOUS OUVRE SES PORTES

UN CHOIX POUR VOTRE AVENIR

Le 29 janvier 2011 est une journée à inscrire à votre agenda si vous songez à entreprendre des études universitaires : au baccalauréat, au certificat, à la maîtrise ou au doctorat. Chaque année, des centaines d'étudiants convergent vers l'UQO afin d'assister à la Journée Portes ouvertes et faire un choix éclairé pour leur carrière.



Qu'est-ce que l'UQO propose?

Rencontrez nos professeurs, des étudiants et des diplômés qui seront là pour répondre à vos questions concernant les programmes d'études, le taux de placement, les perspectives d'emploi, les stages, les études à l'étranger, les activités de recherche, la vie étudiante et les sports à l'UQO! Vous pourrez également discuter avec nos conseillers d'aide financière concernant les programmes de prêts et bourses ainsi qu'avec notre conseillère d'orientation au sujet d'un des 400 parcours possibles au baccalauréat :

- Administration
- Arts et patrimoines
- Éducation
- Génie informatique
- Informatique
- Psychoéducation
- Psychologie
- Relations industrielles et ressources humaines
- Sciences comptables
- Sciences infirmières
- Sciences sociales
- Traduction, rédaction et langues secondes
- Travail social

Activités spéciales

La psychologie vous intéresse! Vous pourrez vous inscrire à la visite guidée du laboratoire de cyberpsychologie clinique. Il s'agit de la voûte immersive de réalité virtuelle où le professeur Stéphane Bouchard mène des recherches sur le traitement des phobies et de l'anxiété. Il y a 9 voûtes de ce type à travers le monde et l'UQO a la seule qui est dédiée à la santé mentale.

Les portes du laboratoire du Département de sciences infirmières vous seront également ouvertes. L'UQO a l'un des laboratoires les plus modernes au Canada afin d'appuyer la formation de ses étudiants et étudiantes. Il y a d'ailleurs une clinique santé et une clinique de psychologie à l'UQO.

Une autre visite recommandée est celle des laboratoires de génie informatique, puisque des chercheurs et des experts de renommée internationale sont professeurs à l'UQO.

La vie étudiante à l'UQO

Vous avez envie de vous engager et de laisser votre marque à l'UQO; renseignez-vous sur les possibilités de joindre l'Association Générale des Étudiants de l'UQO ou encore la radio étudiante RÉEL-Radio.

Et pourquoi ne pas joindre les Torrents de l'UQO dans l'une de ces disciplines sportives: soccer (masculin et féminin), natation, golf, volleyball féminin et cheerleading.

À voir

L'UQO c'est également la seule école de bande dessinée francophone en Amérique du Nord. Des étudiants feront de l'art en direct à la Grande salle du pavillon Alexandre-Taché. Au pavillon Lucien-Brault, la galerie d'art sera aussi accessible et, en plus d'y travailler, un étudiant expliquera son projet d'art numérique. De plus, les visiteurs pourront participer à un atelier de sérigraphie.

Participez à la Journée Portes ouvertes

En plus de découvrir une université en pleine croissance et des gens dynamiques, les participants courent la chance de gagner de nombreux prix, dont une bourse d'études de 1 000 \$.

**RENDEZ-VOUS LE 29 JANVIER 2011
DE 10 H À 15 H À L'UQO**

Renseignements

819 595-3900 ou 1 800 567-1283, poste 3852
questions@uqo.ca uqo.ca/portes-ouvertes

Gazifère
Une société ENBRIDGE

présente

LES CONFÉRENCES DE L'UQO

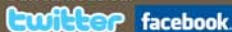
Les récentes découvertes en cyberpsychologie :
DES NOUVEAUX OUTILS POUR VAINCRE L'ANXIÉTÉ ET LE STRESS!

Avec Stéphane Bouchard
15 février 2011, 19 h
à la Grande salle de l'UQO,
pavillon Alexandre-Taché.

Entrée libre

uqo.ca/savoir


Suivez-nous sur



Renseignements : 819 595-3900

uqo.ca

LEDROIT, LE MARDI 25 JANVIER 2011

 Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US-Cdn: 1.877.380.4040 Intern: 800.834.6344
 COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

25 janvier 2011 | Le Droit | *PATRICEPATRICEGAUDREULT GAUDREULT*
pgaudreault@pgaudreault@ledroit.ledroit.com com

Le nouveau QG électoral du NPD dévoilé aux médias

Pendant que conservateurs et libéraux s'affrontent à coups d'offensives publicitaires, les néo-démocrates fourbissent leurs armes dans un quartier général à la fine pointe de la technologie, au centre-ville d'Ottawa.

Dès que le signal de départ sera donné – possiblement au printemps –, le Nouveau parti démocratique (NPD) sera prêt à mener « la plus grande campagne de son histoire », assure le directeur national Brad Lavigne.

« Nos locaux fraîchement rénovés sont dotés de concepts innovateurs et de nouvelles technologies qui rassemblent tous les éléments d'une campagne digne du XXI^e siècle », a-t-il déclaré, hier, lors d'une visite guidée du nouveau siège électoral.

Le NPD s'est porté acquéreur, en 2003, de l'édifice centenaire situé à l'intersection de l'avenue Laurier Ouest et de la rue Bank. La formation occupe complètement les 10 000 pieds carrés du troisième étage, rénové l'automne dernier après avoir traversé trois campagnes électorales.

Les sommes investies dans les bureaux ultramodernes proviennent du fonds de gestion de l'immeuble, renfloué par deux locataires. « Ces locaux n'ont pas été payés par nos donateurs », assure le directeur des communications, Drew Anderson, qui refuse toutefois de révéler les coûts du projet.

« Tout est prêt »

Une quarantaine d'employés et de bénévoles occupent présentement les locaux, où l'orange est à l'honneur. Une fois l'élection déclenchée, leur nombre grimpera à tout près de 150 personnes.

« Tout est prêt, assure la directrice nationale adjointe, Chantal Vallerand. Au niveau des banques de données, on en connaît beaucoup plus sur nos électeurs. C'est plus facile d'aller les rejoindre ; d'obtenir un pouls plus précis. »

Lors de la visite du Droit, un graphiste planchait sur le design de l'autobus de campagne du chef Jack Layton, où l'orange et le gris se côtoient. À ses côtés, un collègue mettait la touche finale à l'affiche électorale du député sortant d'Ottawa-Centre, Paul Dewar.

Le centre névralgique de la prochaine campagne est doté de son propre studio vidéo, d'un serveur à haut débit et d'un système de téléconférence. Au centre de la salle, une dizaine d'écrans géants sont branchés en permanence sur les grandes chaînes d'information du pays.

En fin de matinée, hier, l'un d'eux diffusait un point de presse du leader parlementaire du gouvernement et député d'Ottawa-Ouest-Nepean, John Baird, dénonçant les bravades à saveur électorale.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

Le premier recteur de l'UQO s'est éteint

Le tout premier recteur de l'histoire de l'Université du Québec en Outaouais Jean R. Messier, est décédé samedi, à l'âge de 68 ans.

M. Messier a d'abord été directeur général de la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois de 1973 à 1976 et il a été aussi directeur général du Centre d'études universitaires dans l'ouest québécois, de 1976 à 1981. Lors de la création d'une véritable constituante de l'Université du Québec, alors appelée Université du Québec en Outaouais (UQAH), M. Messier a été nommé recteur de cette université. Il a occupé ce poste jusqu'en 1986 et jusqu'au début des années 2000, il a continué à enseigner à cette université rebaptisée Université du Québec en Outaouais (UQO), en 2002.

Travail « titanesque »

Le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, a tenu à rendre hommage à M. Messier qui a lutté fermement pour que la région de l'Outaouais obtienne sa propre université. « C'est grâce à lui et à son travail acharné, voire titanesque, que l'UQO d'aujourd'hui rayonne, innove et grandit plus que jamais. Nous lui devons beaucoup ». Pour sa part, M. Toussaint Fortin, professeur à la retraite, a côtoyé Jean R. Messier durant plus de 20 ans et il l'a décrit comme un visionnaire, un grand « développeur » de l'éducation universitaire en Outaouais et un homme qui avait un grand sens de l'organisation. « C'était un excellent gestionnaire qui avait horreur des déficits. Il se débrouillait avec l'argent qu'il avait », a-t-il rappelé

Un autre professeur, Luc Chaput, a déclaré qu'il était un homme engagé et chaleureux. « C'était un défricheur et il a travaillé très fort pour que l'université obtienne ses lettres patentes et devienne ce qu'elle est maintenant », a indiqué M. Chaput. Le décès de M. Messier survient au moment où l'UQO s'apprête à célébrer le 30e anniversaire de sa fondation. M. Messier laisse dans le deuil son épouse, Viviane Hardy, ses enfants JeanFrançois, Valérie et Marianne ainsi que quatre petits-enfants. Ses funérailles auront lieu à Montréal, le samedi 29 janvier, à midi. Au lieu de fleurs, des dons à la Fondation de l'UQO seraient appréciés.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Témoins malgré eux de la « révolution du jasmin »

Des étudiants gatinois vivent la colère des Tunisiens

Au moment où le peuple tunisien exprimait sa colère et poussait le président Zine El Abidine Ben Ali à l'exil, un groupe de dix d'étudiant gatinois se trouvait là-bas, témoins fortuits de la « révolution du jasmin ».

Affrontez l'hiver intelligemment.

2011
AUJOURD'HUI
CHEZ FORD

ESCAPE XLT 4 CYL. 2011
avec boîte manuelle

ACHETEZ AU COMPTANT **21549\$***
INCLUANT RABAI COSTCO** (si admissible) **20549\$**

AUSSI DISPONIBLE À LA LOCATION À PARTIR DE **1,99%†**

MAINTENANT OFFERT FINANCEMENT À L'ACHAT **0% JUSQU'À 72 MOIS**

*Prix de transport taxes sur le climat inclus

†Pour les autres versions de l'Escape (sauf 4 cyl. avec boîte manuelle)

Partis le 2 janvier, Claudel Pétrin-Desrosiers, Étienne Béliveau Tse et huit de leurs collègues de classe n'oublieront pas de sitôt leur séjour dans ce pays d'Afrique du Nord où, pendant 16 jours, ils ont participé à l'Histoire.

Le groupe, accompagné de l'enseignant Nabil Ketata, s'est rendu en Tunisie afin d'effectuer un voyage d'études, prévu depuis des mois.

Bien que l'immolation le 17 décembre d'un jeune homme sans emploi ait marqué le début des actions antigouvernementales, personne ne s'attendait à ce que le mouvement de protestation prenne une plus grande ampleur, au moment où les dix étudiants et leurs accompagnateurs ont quitté le Canada.

« C'est vraiment à partir du 5 janvier que ça a commencé à barder, explique Claudel, étudiante en sciences, lettres et art au Cégep de l'Outaouais. Partout dans les villes et villages où nous allions, la colère grondait, mais ce n'est qu'un jour ou deux après notre départ que les manifestations en tant que telles commençaient. C'était spectaculaire. »

Sans se trouver au front des manifestations, le groupe dirigé par Nabil Ketata a pu observer le ras-

le-bol généralisé envers le régime à parti unique de Ben Ali, et le désir de démocratie de la population, indique Claudel.

À Sfax, une grève générale des travailleurs de la santé s'est déclarée le lendemain de leur départ. À Douz, deux personnes sont mortes après leur départ.

« C'est quand on est arrivé à Tozeur que nous avons été confrontés à la réalité », affirme M. Ketata. Dans les instants qui ont suivi le départ des jeunes d'un musée, des manifestations ont éclaté dans celui-ci.

Quoi qu'il en soit, la majorité des violences, c'est à la télé qu'ils les ont vus. « Nous avons vu de nombreuses façades brûlées, des affiches disant 'Ben Ali, Dehors' dans les rues, mais nous avons eu la chance d'éviter les affrontements », indique Étienne.

Boucler la boucle Ben Ali

En retournant pour un énième voyage dans son pays d'origine, M. Ketata ne s'attendait pas à voir tomber le président Ben Ali, dont il avait été témoin de la prise de pouvoir, en 1987, au cours d'un coup d'État sans effusion de sang.

« Nous voyions très bien qu'il y avait une exaspération certaine de la population, mais jamais on ne s'attendait à voir Ben Ali quitter, lorsque nous sommes partis pour la Tunisie, explique l'enseignant en chimie. Je ne m'attendais pas à voir la fin de ce régime. »



Contrairement à la France, la Belgique et l'Allemagne, qui ont décidé de rapatrier leurs ressortissants à partir du 12 janvier, le Canada n'a pas fait de même. Les dix étudiants et leur enseignant ont néanmoins communiqué à de nombreuses reprises avec le personnel de l'ambassade canadienne, le ministère des Affaires étrangères ainsi qu'avec des membres de leur famille. De leur voyage, Claudel et Étienne gardent un souvenir tout à fait impérissable. « De voir tout ça se passer, ça m'a beaucoup rapprochée du peuple tunisien, de sa cause, de son désir de liberté », ajoute Claudel.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE La Presse avec Hugo de Grandpré

Les ministres conservateurs en tournée

Plan fédéral de réduction d'impôts pour les entreprises

Conscient que les réductions d'impôts accordées aux entreprises risquent d'être un enjeu lors de la prochaine campagne électorale, le gouvernement Harper lancera un blitz cette semaine afin de souligner les retombées de cette mesure fiscale.



ARCHIVES, La Presse Canadienne

Une dizaine de membres du gouvernement Harper, dont le ministre des Finances Jim Flaherty, sillonneront cette semaine le pays pour vanter les avantages des réductions d'impôts accordées aux entreprises.

Une dizaine de ministres du cabinet sillonneront le pays cette semaine afin de participer à des événements visant à vanter les avantages de ces réductions. Le ministre des Finances, Jim Flaherty, sera la figure de proue de cette offensive.

Une mesure controversée

Les libéraux de Michael Ignatieff ont promis d'annuler les réductions d'impôts aux entreprises s'ils prennent le pouvoir aux prochaines élections. À terme, ces réductions priveront le fisc de 6 milliards de dollars en revenus, alors qu'Ottawa est toujours aux prises avec un déficit de 45 milliards. Le taux d'imposition des entreprises est passé de 18 % à 16,5 % le 1er janvier et il sera ramené à 15 % le 1er janvier 2012.

Dans une note interne remise au caucus conservateur, en fin de semaine, on invite aussi tous les députés du gouvernement Harper à participer à cette offensive. On affirme que les réductions d'impôts accordées « aux créateurs d'emplois » sont essentielles à la relance de l'économie canadienne.

« Michael Ignatieff et sa coalition comprenant le NPD et le Bloc québécois font beaucoup d'efforts pour diffuser de la désinformation sur notre plan de réduction des impôts pour les créateurs d'emplois en plus de diffuser leur plan afin de les augmenter. Nous ne pouvons pas les laisser l'emporter », affirme-t-on dans la note interne de quatre pages obtenue par La Presse hier.

« Michael Ignatieff dit que nos réductions d'impôts ne font qu'avantager les grandes entreprises. C'est totalement faux. [...] Nous savons que ces attaques et allégations non fondées de l'opposition ne reflètent qu'un opportunisme politique. Cependant, elles illustrent un fait patent : Michael Ignatieff n'a aucun plan pour créer des emplois et de la croissance économique, mais il en a certes un pour hausser

les impôts des familles, des travailleurs, des aînés et des créateurs d'emplois », ajoute-t-on.

Le début de l'offensive

Le leader du gouvernement en Chambre, le ministre John Baird, a mis la table hier à cette offensive du gouvernement Harper. En conférence de presse, le ministre a affirmé que les réductions d'impôts aux entreprises ont déjà permis d'attirer de nouveaux investissements étrangers et de créer des emplois. « Nous réduisons le taux d'imposition des entreprises parce que ça va créer des emplois et de la croissance économique. [...] Nous devenons un aimant pour les emplois, l'investissement, les opportunités. [...] Ça faisait partie du plan d'action économique, il y a deux ans. Les partis de l'opposition ont appuyé ce plan d'action », a dit le ministre. Mais le critique du NPD en matière de finances, Thomas Mulcair, s' est montré peu impressionné par cette offensive des conservateurs. « C'est de la poudre aux yeux. C'est une tentative de justifier l'injustifiable », a dit M. Mulcair.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

25 janvier 2011 | Le Droit | STÉPHANIE STÉPHANIE MARIN MARIN LaLaPresse Presse Canadienne Canadienne

L'économie doit primer, dit John Baird

Alors que des rumeurs d'élections courent à Ottawa

Les partis d'opposition huilent leurs machines électorales au grand dam du Parti conservateur qui voudrait bien pouvoir se concentrer sur l'économie et la création d'emplois sans constamment voir planer la menace d'élections au-dessus de sa tête.



La Presse Canadienne

C'est ce qu'a laissé entendre, hier, le leader parlementaire du gouvernement, John Baird, alors qu'il présentait l'état des consultations prébudgétaires tenues un peu partout au pays.

Il a accusé l'opposition d'attiser les spéculations électorales, et de distraire le gouvernement de son importante tâche visant à remettre l'économie sur les rails.

« Plutôt que de se concentrer sur l'économie, les libéraux et les néo-démocrates se préoccupent aujourd'hui de forcer la tenue d'élections opportunistes et non nécessaires », a déploré M. Baird lors d'un point de presse au Parlement.

Tous les partis à Ottawa se défendent de vouloir un scrutin au printemps, mais ils peaufinent tous leur stratégie électorale.

Le NPD conciliant

Le Nouveau parti démocratique (NPD) a réitéré hier son habituel message de conciliation, en signalant toutefois bien Le leader parlementaire du gouvernement, John Baird, a dénoncé hier les préparations électorales de l'opposition, accusant ses adversaires de vouloir assurer leurs emplois

plutôt que d'en créer pour les citoyens. que la machine électorale était prête.

Considérant les exigences budgétaires des autres partis — vraisemblablement rejetées par le gouvernement —, le NPD sera peut-être la planche de salut des conservateurs qui ont besoin de l'appui d'un parti pour éviter le déclenchement d'élections et rester au pouvoir. « On détient la balance du pouvoir et on va s'en servir de façon raisonnable », a souligné le directeur national du NPD, Brad Lavigne, hier.

C'est de cette façon que le NPD estime réussir à obtenir ses demandes budgétaires, comme l'élimination de la TPS sur le chauffage et l'augmentation des prestations aux personnes âgées.

La position ferme adoptée par le Bloc et le Parti libéral semble ainsi ouvrir la voie à un rapprochement entre le NPD et le Parti conservateur.

Les libéraux exigent que le gouvernement fasse demi-tour et annule les baisses d'impôts consenties aux entreprises — improbable vu la promotion constante par les conservateurs de cette mesure. Et le Bloc québécois réclame 2,2 milliards de dollars pour le Québec en guise de compensation pour l'harmonisation des taxes de vente — des négociations complexes difficiles à mener à terme d'ici le dépôt du budget.

Préparations électorales

Plus discrets hier du côté de la préparation électorale, les libéraux ont entamé leur caucus de trois jours à Ottawa. Les candidats libéraux ont été réunis pour une formation électorale spéciale et des photos ont été prises, laissant présager la préparation de matériel promotionnel en vue d'une campagne.

Quant au Bloc Québécois, son chef Gilles Duceppe, aussi en caucus, présentera demain les attentes du parti en vue du budget. Des demandes budgétaires qui seront chiffrées et écrites noir sur blanc, a confirmé hier M. Duceppe.

Hier, visiblement agacé par les démarches des partis d'opposition, M. Baird les a accusés de chercher à assurer leurs propres emplois de députés plutôt que de tenter d'en créer pour les citoyens. Selon lui, des élections menaceront la fragile reprise économique.

M. Baird a dit espérer que les partis d'opposition donneront la chance au premier ministre Stephen Harper et ses troupes de poursuivre le travail entamé sur le plan économique.

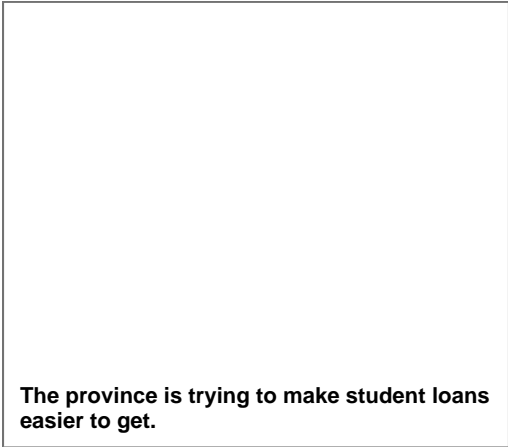
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)A large blue '4X4' followed by 'for 4?' in black text, set against a white background with a partial view of a window on the right.

Province cuts red tape on student loans

By KELLY ROCHE, OTTAWA SUN

Last Updated: January 24, 2011 7:40pm



The province is trying to make student loans easier to get.

The province is trying to make student loans easier to get.

Ontario Student Assistance Program applications will now be available Feb. 1 instead of May; there's a new academic credit transfer system; and interest on loans will be waived for the first six months after graduation.

John Milloy, the provincial minister for training, colleges and universities, made the announcement at Algonquin College Monday.

"The less money I have to pay after I graduate, the better," said paramedic student Jean-Marc Bradshaw.

Students can also keep more of the money they earn — about \$100 a week — without it affecting their funding.

"I would've liked to see those changes beforehand because I did work a lot more and they did deduct a lot more from how much they were supposed to give back to me," said Roblay Obzk, a police

foundations student.

Obzk is graduating this year and won't get to benefit from it.

"It's too late but at least it's good for other people," he said.

There's also an app for the application itself.

Students will be able to check their loan status on smartphones.

"The old-fashioned paper trail has worked fine for me so far. I don't need another app to confuse me," said Bradshaw.

kelly.roche@sunmedia.ca

Copyright © 2011 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 25 Jan 2011 | *Ottawa Citizen*

Trustees add \$4M to school wishlist

Four aging schools in the city's core could get facelifts if the Ottawa-Carleton District School Board approves a list of capital priorities for the next five years. The board — in response to the province's request for a list of its capital priorities for the next five years — developed a \$149-million wish list. The money would fund building of six new elementary schools and one new secondary school, at an estimated cost of \$132 million, and see millions more spent on additions to existing schools and renovating aging ones. The initial plan included \$2 million each to rejuvenate Broadview, Devonshire, Mutchmor and W.E. Gowling schools. Then the board voted to increase that to \$4 million per school. Trustees are expected to vote on the recommendation today.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

L'éducation en langue française : une expérience culturelle unique, un tremplin au bilinguisme durable

OTTAWA, le 24 janv. /CNW Telbec/ - Plusieurs Canadiens seraient sans doute surpris d'apprendre que la province de l'Ontario abrite la plus importante communauté francophone au pays, à l'extérieur du Québec. La vitalité des 600 000 personnes qui composent cette communauté culturelle vibrante et diversifiée repose sur un important réseau d'éducation en langue française (ELF). Aussi, afin de s'acquitter du mandat qui leur revient, les membres de l'ELF se concertent pour entreprendre la deuxième phase d'une campagne provinciale de sensibilisation visant à informer les citoyens ontariens. Ce projet est financé par Patrimoine canadien dans le cadre de l'Entente Canada-Ontario et coordonné par le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP).

Les conseils scolaires publics et catholiques, les collèges francophones et les universités bilingues membres du réseau de l'ELF offrent un continuum de programmes et de services de qualité exceptionnelle à l'ensemble de la population de l'Ontario, et ce, de la petite enfance à l'âge adulte. Choisir l'école de langue française, c'est choisir d'offrir à son enfant la chance de s'épanouir dans sa francophonie et d'acquérir un bilinguisme durable.

À l'heure où le monde, marqué par l'explosion des communications, s'ouvre aux jeunes comme jamais auparavant, bien posséder deux langues s'avère une richesse inouïe. Un bilinguisme véritable constitue un outil précieux, sur les plans personnel et professionnel. Il s'agit d'un atout qui multiplie les opportunités et donne accès à d'excellentes perspectives d'emploi, ici comme ailleurs, quel que soit le domaine convoité.

Alors que les programmes d'immersion offerts dans les écoles de langue anglaise permettent l'apprentissage du français comme langue seconde, les écoles de langue française permettent aux élèves d'apprendre et de vivre en français. À l'école de langue française, le français a un statut de langue première et l'anglais y est enseigné, comme langue seconde, avec la même rigueur et selon le même curriculum que dans les écoles de langue anglaise. Immergés, par défaut, dans une société anglophone, les élèves qui fréquentent l'école de langue française jouissent d'un environnement scolaire exclusivement francophone et d'une expérience culturelle unique. Il s'agit là d'une formule gagnante pour acquérir un bilinguisme de haut niveau, pour la vie.

« L'éducation en langue française en Ontario présente des avantages enviables, affirme Gilles Leroux, secrétaire du Conseil ontarien des directions de l'éducation en langue française. Les énergies de tous les membres du personnel scolaire sont axées sur la réussite de chaque élève. Les membres de l'ELF cherchent constamment à innover en matière de programmes et de services pour mieux répondre aux besoins d'une clientèle diversifiée. »

« Depuis plus de 10 ans, nos écoles offrent des programmes de maternelle et de jardin à temps plein aux enfants, dès l'âge de 4 ans, des services de garde à temps plein pour les tout-petits et des programmes d'aide et d'accompagnement tels que *SOS Devoirs* pour les élèves de la 1^{re} à la 12^e année. Nous épaulons aussi les parents afin qu'ils puissent bien appuyer la réussite de leur enfant. En somme, ces initiatives favorisent la réussite, comme en témoignent les résultats qu'obtiennent nos élèves. »

Les tests provinciaux menés par l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation révèlent que le rendement scolaire de l'ensemble des élèves fréquentant les écoles de langue française surpasse la moyenne provinciale, et ce, d'année en année. Par exemple, les élèves de 6^e année affichaient en 2009-2010 un taux impressionnant de réussite, soit de 81 % en mathématiques, de 80 % en écriture et de 80 % en lecture. Rappelons que les diplômés d'études secondaires d'une école de langue française ont plus de chances d'être admis dans le programme d'études postsecondaires de leur choix puisqu'ils peuvent chercher l'admission dans un établissement francophone, anglophone ou bilingue.

Le réseau de l'ELF est une force vive en Ontario. Il comprend 12 conseils scolaires (8 catholiques et 4 publics), plus de 200 services de garde logés au sein des écoles, plus de 335 écoles élémentaires et 94 écoles secondaires, ainsi que 12 établissements postsecondaires de langue française et bilingues.

Rappelons que sur les 130 000 élèves considérés comme des ayants droit à l'éducation en langue française, 93 000 se prévalent actuellement de l'éventail de programmes et de services offerts par l'ELF. L'accès aux études dans un établissement d'enseignement postsecondaire ou une agence de formation est reconnu à toute personne qui désire poursuivre son éducation en français.

Pour plus de renseignements sur l'éducation en français en Ontario, visitez www.elfontario.ca.

Renseignements:

Valérie Marcoux / Johanne Lépine
Torchia Communications
1 877 633-1771, postes 214 / 234
valerie@torchiacom.com / jlepine@torchiacom.com

EDUCATION EN LANGUE FRANCAISE EN ONTARIO - Renseignements sur cet organisme



Communiqués de presse
(2)



Archives de photos CNW